

Libération - 14 novembre 1978

Demain soir, « Patrons/Télévision » déprogrammé

L'Ina au pied du mur

Demain soir, Antenne 2 devait diffuser la série de Nicolas Philibert et Gérard Mordillat, « Patrons/Télévision ». Pour l'instant, et en dépit des protestations de l'INA, producteur de l'émission, la censure des patrons qui se trouvaient une trop sale gueule tient toujours : à la place des patrons, verrons-nous le Muppet Show ? Mais cette affaire remet sur le tapis la question du rôle de l'Institut National de l'Audiovisuel. Conservatoire, ou noyau d'expérimentation audiovisuelle?

Décidément, l'INA n'a pas de chance. Après la grève de février dernier, après la suspension de toute activité de production pour les six derniers mois de 1978 (le temps de rattraper le déficit budgétaire), voilà que le problème de la place des émissions INA dans la programmation des chaînes se trouve posé.

Trois grandes séries déprogrammées en un an par Antenne 2, trois séries produites ou coproduites par l'INA. Pour « *Chili Impressions* », qui devait finalement passer avec retard, l'imprudence du réalisateur (qui avait accordé au gouvernement chilien un droit de regard) semblait en cause. Mais pour les deux émissions de Ciro Duran sur « *Les enfants de Bogota* », comme pour « *Patrons-Télévision* », c'est la direction de la chaîne qui a pris la décision en fonction de ses intérêts propres (préférence accordée à un reportage « maison » dans le premier cas, peur des réactions patronales dans l'autre)..

Mais cette fois-ci, l'INA a décidé de se défendre. Ira-t-on jusqu'au procès entre deux sociétés issues de l'ORTF? C'est que ce processus de déprogrammation devient systématique et qu'à travers ces incidents, plusieurs questions de fond se trouvent posées.

D'abord, celle de la nouvelle conception de la « programmation » que les pratiques d'Antenne 2 révèlent. On programme et déprogramme à vue de nez, souverainement, sans explications. Désormais, les sociétés de programme s'estiment maîtresses chez elles, et le fragile équilibre défini par le cahier des charges, testament de l'ORTF, est caduc. Priorité absolue à la programmation : la production d'émissions devient une activité annexe, et les chaînes engrangent au hasard des mètres de pellicule qu'elles passent comme et quand bon leur semble. Autrement dit, ce sont TF1, Antenne 2 et FR3 qui court-circuitent la production, s'arrogent le droit de censurer, voire retoucher. Antenne 2 est à la pointe de ce progrès : dans l'affaire « *Patrons-télévision* », le rôle de la chaîne eut été normalement de renvoyer à l'INA, maître d'oeuvre de l'émission, les protestations patronales. Du moment que les autorisations de tournage avaient été obtenues, A2 n'avait pas à s'interposer entre l'INA et les protestataires, ni à juger du conflit. Mais voilà : le nouveau style de programmation, c'est l'ère du coup de

téléphone. D'un patron, d'un ambassadeur, de quiconque s'estime assez puissant pour obtenir au bout du fil quelqu'un d'autre qu'une secrétaire.

Ensuite et surtout, cette politique d'Antenne 2 peut difficilement passer pour autre chose qu'une manière détournée de faire disparaître l'INA. Des sept sociétés issues de l'ORTF, l'INA était la plus originale. Intégrer à la programmation un certain nombre d'émissions « expérimentales », faire de l'audio-visuel une expérience populaire, tel était le sens principal de la mission de l'INA. En fait, les chaînes réduiraient volontiers l'Institut à ses fonctions d'archiviste et de pédagogue de l'audio-visuel. Et certes, l'INA remplit ce rôle (voir la série « *Rue des Archives* », actuellement programmée sur FR3). Mais c'est dans son travail de production original que l'INA est menacée, dès lors que ses émissions ne passent plus sur l'écran. Les trois productions déprogrammées ont tout de même un trait commun : elles pratiquent le même type de télévision, portent le même regard, ni « journaliste » ni esthète, sur le réel. Elles sont du reportage, mais du meilleur reportage, en profondeur, du reportage au ras de la réalité représentée. Elles sont longues (trois émissions d'une heure pour « *Patrons/Télévision* », deux pour « *Les gamins de Bogota* », fouillées, fruit d'enquêtes qui durent des années. On tend à leur préférer, dans les bureaux d'Antenne 2, les tape-à-l'oeil bâclés en quinze jours par une équipe d'actualité. Comme ça, l'argent ne sort pas de la maison.

Le budget de l'INA est fait pour moitié de ce que lui versent les chaînes, dans le cadre de leurs obligations à un minimum de programmation « culturelle », pour l'autre moitié des rentrées dues aux services propres de l'INA (comme pédagogie télévisuelle et comme responsable de l'animation audio-visuelle en France). Dès lors que les chaînes déprogramment les produits INA, c'est l'équilibre financier de l'Institut qui est menacé. L'an prochain, ce budget augmentera d'à peine 10 %, dont 8% sont déjà réservés aux progressions des salaires. Pour l'INA, c'est désormais une question de vie ou de mort. Antenne 2, qui a rajouté au contrat qui la lie à l'INA une petite phrase qui lui donnerait le droit de déprogrammer à volonté, sait qu'il y aura peu de défenseurs de l'INA dans les milieux professionnels. Par exemple, quand j'ai parlé ici de ce tour de passe-passe par lequel l'émission de Ciro Duran avait été remplacé par un reportage à l'Elkabach, les fabricants dudit reportage sont venus m'expliquer que je favorisais une émission produite par des étrangers et à l'étranger. Qu'en somme je mettais en danger l'emploi des cégétistes de l'audio-visuel. Si l'on sait que l'INA a aussi une politique de coproductions avec l'étranger, on comprendra qu'à tous ses ennemis s'ajoute le chauvinisme syndical : il ne faut pas désespérer les Buttes-Chaumont.

Guy HOCQUENGHEM